Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

Logement : un nouveau levier fiscal pour relancer l’offre locative abordable



Face à une crise du logement persistante, le Parlement a adopté la création d’un statut du bailleur privé, un dispositif fiscal inédit destiné à encourager les particuliers à investir dans le logement locatif à loyers maîtrisés. Portée par une majorité composite, la mesure promet des avantages fiscaux significatifs, mais reste suspendue aux débats budgétaires et à un possible risque d’inconstitutionnalité.

L’Assemblée nationale a adopté, mi-janvier, la création d’un statut du bailleur privé. Objectif ? Réorienter l’investissement des particuliers vers le logement abordable, alors que la production de logements neufs recule et que les loyers continuent de peser sur le pouvoir d’achat des ménages.

Un compromis politique sous contrainte

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

Le texte, voté après de longues négociations, est le fruit d'un compromis entre groupes de la gauche modérée, du centre et de la droite. Il a recueilli 158 voix favorables contre 49 oppositions, principalement issues des rangs écologistes, communistes et de La France insoumise, qui dénoncent un dispositif jugé trop favorable aux propriétaires privés. En contrepartie de ce vote, le gouvernement s'est engagé à alléger sensiblement les prélèvements pesant sur les bailleurs sociaux, une revendication ancienne de la gauche.

Un mécanisme fiscal incitatif

Dans sa version renforcée, le statut du bailleur privé ouvre droit à un amortissement fiscal annuel de 4% pour les logements neufs et de 3,5 %pour les logements anciens, sous réserve de réaliser des travaux représentant au moins 20% de la valeur du bien. Objectif ? Rendre l'investissement locatif plus attractif tout en conditionnant l'avantage fiscal à des loyers modérés et à une amélioration du parc existant. Le dispositif s'inscrit dans la continuité des réflexions menées depuis la fin progressive des mécanismes de défiscalisation type Pinel, arrivés à échéance et jugés insuffisamment ciblés sur les besoins sociaux.

Un risque constitutionnel en embuscade

Mais l'enthousiasme parlementaire a rapidement été tempéré. Lors des débats budgétaires, le rapporteur Philippe Juvin a alerté sur un risque de censure constitutionnelle, lié à la mise en application rétroactive du dispositif au 1er janvier 2026. Un point également souligné par la ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, qui a regretté l'adoption d'un texte potentiellement inapplicable en l'état.

Le Sénat confirme, mais nuance

La dynamique s'est poursuivie au Sénat, qui a validé à son tour la création du statut fin novembre. Les sénateurs ont toutefois retenu une version plus encadrée, prévoyant un amortissement de 3,5% pour le logement intermédiaire, 4,5% pour le logement social et jusqu'à 5,5% pour le très social, dans la limite de 80% de la valeur du bien et d'un plafond annuel de 8 000€ pour deux logements. Selon Bercy, ce mécanisme permettrait de neutraliser fiscalement, sur vingt-cinq ans, un investissement de 300 000€ dans le logement intermédiaire neuf.

Une réforme encore suspendue

Reste que cette version, 'qualifiée d'édulcorée' par certains sénateurs, représenterait un coût estimé à 1,2 milliard d'€d'ici 2028 pour les finances publiques. Surtout, elle demeure étroitement liée aux discussions en cours sur le projet de loi de finances 2026. Entre arbitrages budgétaires et incertitudes juridiques, le statut du bailleur privé n'a pas encore franchi la dernière marche.

Produire des logements accessibles

S'il venait à être définitivement validé, ce nouvel outil fiscal pourrait néanmoins redessiner en profondeur l'investissement locatif privé, en le recentrant sur un objectif longtemps affiché mais rarement atteint : produire davantage de logements réellement accessibles.

Mireille Hurlin

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

Inéligibilité des fichés S : le député de Vaucluse dénonce une élimination des opposants politiques



Alors que la députée LR Virginie Duby-Muller vient de déposer une proposition de loi visant à interdire l'élection des personnes fichées S, Raphaël Arnault, nouveau député de Vaucluse, se sent particulièrement visé par cette mesure et dénonce « une dérive autoritaire » ainsi « qu'une volonté d'éliminer les opposants politiques lors de futures élections ».

Réélue pour un 4e mandat, Virginie Duby-Muller, la députée LR (Les Républicains) de la 4e circonscription de Haute Savoie, vient de déposer une proposition de loi « visant à rendre inéligible les

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

personnes inscrites à la catégorie ‘atteinte à la sûreté de l’Etat’ du fichier des personnes recherchées ». Dans son collimateur, ce que l’on appelle plus communément les ‘fichés S’.

Des questions de sécurité et de sureté nationale ?

« Dans un monde toujours plus violent et instable, il est de la responsabilité du législateur de protéger les institutions de la République afin d’empêcher d’accéder à certaines fonctions politiques des personnes dangereuses et dont les intentions violentes visent à créer les conditions du chaos dans notre pays, explique Virginie Duby-Muller. Il en va du maintien de l’ordre public et de la protection de la sûreté de l’Etat. »

« Les parlementaires en tant qu’élus de la Nation sont amenés à occuper des fonctions spécifiques dans nos institutions politiques et à disposer de pouvoirs qui imposent une grande responsabilité, poursuit la parlementaire. On ne peut que s’interroger sur la pertinence d’autoriser un individu fiché pouvant mettre en péril la sûreté de l’Etat de pouvoir accéder à des informations ou à des lieux sensibles sans préavis et sans limitation de sécurité. Cela pose la question de la sécurité et de la sureté nationale. »



Virginie Duby-Muller, députée LR (Les Républicains) de la 4e circonscription de Haute Savoie, à l’origine de la proposition de loi « visant à rendre inéligible les personnes inscrites à la catégorie ‘atteinte à la sûreté de l’Etat’ du fichier des personnes recherchées ». Crédit : Les Républicains à l’Assemblée nationale

Un agent de sécurité perdra son emploi, pas un député

« Dans le reste de la société, un agent de sécurité perdra son emploi immédiatement pour des raisons de sûreté à partir du moment où il est fiché S, rappelle la députée LR. Pourtant à un poste de responsabilité, tel qu’élu de la Nation, aucun contrôle à priori n’est effectué. Les élections législatives anticipées du 30

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

juin et du 7 juillet 2024 ont démontré qu'il est possible pour un individu fiché S de se faire élire à la fonction de député. »
Pour éviter cela, la députée haut-savoyarde propose « d'instaurer un ciblage des candidatures aux élections », quel que soit le type de scrutin (scrutin de liste, scrutin binominal ou scrutin uninominal) afin de permettre au préfet de vérifier si le candidat est fiché S lors des déclarations de candidatures. Objectif : avoir la possibilité de la refuser et permettre de la remplacer dans un délai de 24h. En cas de rejet, il sera possible pour le candidat de contester sous 24 h cette décision auprès du tribunal administratif qui aura alors 3 jours pour se prononcer. Sans jugement rendu dans ce délai de 72h, la candidature serait alors validée.

Avignon : le LFI Raphaël Arnault fait barrage au grand chelem du RN en Vaucluse

Le député de la 1re circonscription de Vaucluse dans le collimateur
Virginie Duby-Muller ne s'en cache pas, cette proposition de loi cible tout particulièrement Raphaël Arnault, le nouveau député de la 1re circonscription de Vaucluse. Militant antifa lyonnais revendiqué, la candidature de ce dernier avait suscité une levée de bouclier, puis un ralliement à l'occasion du second tour, en raison de son profil d'ultra-gauche et de son passé à la tête de l'organisation antifasciste La Jeune garde dont il est membre fondateur. C'est manifestement à ce titre, qu'il serait fiché S par plusieurs services de police et de renseignements.
Cependant, en général le fiché S ne sait pas qu'il l'est. L'intérêt étant effectivement qu'il l'ignore afin de pouvoir le surveiller plus facilement. De fait, certain candidat le découvrirait lors de leur dépôt de candidature, ou éventuellement lors de leur rejet alors que ce document n'a aucune valeur juridique.

> « Un pas de plus dans la dérive autoritaire de la droite française dite 'républicaine'. »
>
> *Raphaël Arnault, député de la 1re circonscription de Vaucluse*

« Si cette proposition arrive dans un contexte particulier, certainement liée à mon arrivée à l'Assemblée nationale, elle constitue un pas de plus dans la dérive autoritaire de la droite française dite 'républicaine', réagit d'ailleurs Raphaël Arnault. Il s'agit purement et simplement de la volonté d'éliminer leurs opposants politiques lors de futures élections.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026



C’est au titre notamment de son activisme au sein l’organisation antifasciste lyonnaise La Jeune garde dont il est membre fondateur, que Raphaël Arnault serait fiché S par plusieurs services de police et de renseignements en tant que militant de ‘l’ultra-gauche’. Crédit : X/Raphaël Arnault

Un non-sens juridique ?

« Cette proposition de loi est d’abord un non-sens juridique, poursuit le député LFI vauclusien élu sous l’étiquette Nouveau Front Populaire. En droit, seule une condamnation par un tribunal peut empêcher l’exercice d’un droit civique : être candidat à une élection en est un. Or, il est bon de rappeler que la fiche S n’est pas une condamnation par un tribunal. Si l’on se réfère à la commission du Sénat à ce sujet, la fiche S est attribuée de manière arbitraire par les services de renseignements pour ficher une personne. On apprend qu’elle peut être déposée par n’importe quel policier anonymement. Autrement dit, n’importe quel policier pourrait décider d’empêcher n’importe quel militant de se présenter à des élections. Par ailleurs, il existe 16 types de fiche S dont un seul réservé aux terroristes. Aujourd’hui des lycéens qui ont bloqué leur lycée contre Parcursup se voit fiché S, des syndicalistes, des militants écologistes… En clair : des personnes s’opposant aux politiques anti-sociales et anti-écologiques des gouvernements néolibéraux ou encore s’opposant aux violences des milices néo-fascistes. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026



Revendiquant son opposition « aux gouvernements néolibéraux » ainsi « qu'aux néo-fascistes », Raphaël Arnault s'est félicité d'avoir voté lors des dernières élections au sein de l'Assemblée sans serrer la main des jeunes élus du Rassemblement national désignés secrétaires pour cette séance. Crédit DR

Pour un moratoire sur le fichage de militants politiques

« Cette proposition de loi est donc un retour en force de l'arbitraire et de l'autoritarisme, insiste Raphaël Arnault. Des personnes que les institutions policières ont décidé de ficher pourraient se voir privées d'un de leur droit de citoyen élémentaire. C'est une atteinte grave à plusieurs libertés fondamentales. Nous ne laisserons pas passer ces attaques liberticides à l'Assemblée. Au contraire, nous proposerons un moratoire sur le fichage de militants politiques. Parce que la démocratie en dépend, les libertés fondamentales doivent être protégées de l'arbitraire des gouvernements. »

3 000 fichés S pour 'Ultra-gauche'

En France, on comptabiliserait plus de 30 000 personnes fichées S sur les 620 000 individus apparaissant dans les différents fichiers mis à la disposition des forces de sécurité au sein du FPR (Fichier des personnes recherchées), soit respectivement 0,04% et 0,91% de la population.

Au total, une vingtaine de catégories composent ce fichier ou pour certaines il ne s'agit que de

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

surveillance n'entraînant aucune action automatique de coercition à l'encontre d'une personne.
Par exemple, ce fichier est ainsi composé notamment de fichés 'E' (police générale des étrangers), 'IT' (interdiction du territoire), 'R' (opposition à résidence en France), 'TE' (opposition à l'entrée en France), 'AL' (aliénés), 'M' (mineurs fugueurs), 'V' (évadés), 'J' et 'PJ' (recherches de police judiciaire), 'T' (débiteurs envers le Trésor) ou bien encore 'S' (sûreté de l'Etat)…
En France, selon nos confrères de Libération sur ces 30 000 personnes fichées S, environ 3 000 le seraient pour 'ultra-gauche' (0,004% de la population). Dans le même temps, selon le ministre de l'Intérieur près de 10 000 personnes seraient suivies pour leur appartenance à cette mouvance en France.

Adrien Morenas : la ruralité aux racines du mandat

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026



En 2017, le député LREM Adrien Morenas succède à Brune Poirson pour porter les intérêts des Vauclusiens de la 3e circonscription. Après une myriade de lois votées au Parlement et une tempête sanitaire qui bouscule la société, point d'étape non exhaustif de la législature.

Le député nous faisait part de sa volonté de poursuivre le travail législatif en 2022, dans ce « temple » que représente l'Assemblée nationale. « Nous avons voté des textes décisifs pour l'avenir de notre pays mais aussi pour notre département que ce soit sur le plan économique, écologique, de l'enseignement, du soutien aux entreprises », liste le parlementaire. Passionné de pêche, profondément animé par la ruralité qui forme le cœur battant de notre territoire, Adrien Morenas fait de la transition écologique et énergétique son cheval de bataille.

Vice-président de la commission 'Développement durable et aménagement du territoire', il s'emploie à accompagner les projets qui ont du sens. En témoigne la solution de barquette plastique recyclée fabriquée en France, de l'association des producteurs de raisin AOP 'Muscat du Ventoux'. Il soutient la recherche agronomique et se saisit avec ses confrères du dossier de l'Institut de l'abeille (ITSAP) à Avignon. L'unique établissement national de recherche dédié à la filière apicole, bénéficie alors d'aides d'urgence et de crédits conséquents du ministère pour sa restructuration.

La commission le désigne rapporteur pour avis sur la première partie du Projet de loi de Finances 2020

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

sur le titre 'Paysages, eau et biodiversité'. Une nomination qui s'inscrit dans la continuité de ses actions politiques : présentation du rapport de la 'Mission d'information sur la ressource en eau', participation aux 'Comités de pilotage des assises de l'eau', présidence du groupe d'études 'Pêche de loisir et préservation du milieu aquatique'.

« La France est le premier pays au monde à réaliser une évaluation environnementale de l'ensemble de son budget. Ce 'budget vert' a d'ailleurs augmenté de 8,5 milliards d'euros entre 2020 et 2021, signe de l'engagement de la majorité présidentielle en faveur de la transition écologique », expose-t-il.

Des cerises en provenance de Turquie

Celui qui ambitionne une « Silicon valley de l'agroécologie » en Vaucluse s'engage aussitôt pour le soutien de l'agriculture face aux aléas climatiques, notamment les gelées tardives et la sècheresse engendrant des dégâts sur les récoltes. « A chaque fois que cela a été nécessaire, l'État a reconnu l'état de calamité agricole avec l'appui de l'administration et des acteurs locaux. En 2018, les exploitants vauclusiens concernés (cerises, lavandes, fourrages…) ont ainsi perçu 2,52M€ d'aides », souligne le député.

En 2018, il se mobilise contre l'importation de cerises en provenance de Turquie, traitées au diméthoate. « Je refuse de laisser noyer notre marché par des denrées ne respectant pas les standards sanitaires auxquels sont soumis nos producteurs. Je tiens à préserver notre économie agricole tout comme la santé des français », déclare le député qui saisit alors le gouvernement.

La filière de la cerise devient par ailleurs lauréate de l'AMI (Appel à manifestation d'intérêt) 'structuration des filières agricoles et agroalimentaires'. Une réussite résultant de la collaboration avec Jean-Christophe Neyron, président de l'AOP Cerises de France et René Reynard, en charge du dossier plan de restructuration pour l'AOP.

Rémunération des agriculteurs

Au côté de la majorité, le député défend des objectifs ambitieux : 15% de surfaces agricoles en bio d'ici à 2022 contre 7,5% aujourd'hui et 50% de produits bio ou de qualité dans la restauration collective d'ici 2022. « Début 2020, plus de 23% des surfaces cultivées en Vaucluse l'étaient en agriculture biologique et 1198 agriculteurs étaient déjà engagés dans une démarche certifiée de transition agroécologique », énumère-t-il.

Dans la continuité de la loi EGalim, l'Assemblée nationale adopte en juin 2021 en première lecture, la proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs. Elle porte des avancées significatives : contrats écrits pluriannuels avec révision automatique des prix, transparence du coût d'achat de la matière première, création du comité de règlement des différends commerciaux, obligation d'indiquer le pays d'origine…

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

L'hôpital de Carpentras

Outre les enjeux liés à l'agriculture, la santé reste une préoccupation majeure pour l'ostéopathe de profession. « Pour notre ville de Carpentras, c'est près de 5 millions d'euros financés par l'Etat et la Région qui seront mis à disposition pour la rénovation et l'amélioration de la qualité de service de nos urgences », déclare le député dans le sillage de la venue d'Olivier Véran à Carpentras. Et de mentionner également les revalorisations salariales des soignants et du personnel hospitalier.

Depuis 2017, 16 maisons de santé pluriprofessionnelles supplémentaires ont été ouvertes en Vaucluse. Investi dans les enjeux de service de proximité et de qualité, Adrien Morenas intervient également lors du projet de restructuration des services de la trésorerie de Sorgues. Les missions de celle-ci devaient être initialement repartagées entre Avignon et Monteux. « Grâce à la mobilisation des acteurs locaux à mes côtés, nous avons pu obtenir le maintien de la trésorerie de Sorgues », se réjouit-il.

La Provence numérique

Il apporte son soutien aux projets innovants comme la Provence numérique de Carpentras. Dans la dynamique d'encourager ces tiers-lieux, l'État offre un soutien financier variant entre 75 000 et 150 000€ sur trois ans afin de conforter leur équilibre économique. « Une belle reconnaissance pour ce FabLab qui a 4 ans d'existence. Je me réjouis du lancement de cette coopérative dans laquelle chacun peut avoir un pouvoir et un rôle », juge le député.

Reconnue tant au niveau régional qu'international, la Provence numérique accompagne entreprises, associations, citoyens et collectivités dans leur transition numérique. « Depuis 2017, près de 3 millions d'euros ont ainsi été investis dans notre circonscription dans le cadre de la dotation DSIL (Dotation de soutien à l'investissement local, ndlr.). 5.652.616€ ont été alloués en Vaucluse dont 883.913€ dans ma circonscription, dans le cadre de la Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) », déclarait le député en septembre dernier.

Police de sécurité

Carpentras, Sorgues ou encore Vedène ont pu bénéficier du dispositif 'Police de sécurité au quotidien'. « Face au besoin grandissant de sécurité, j'ai pu obtenir l'augmentation des effectifs des forces de l'ordre sur notre territoire. Environ 3O postes ont été ouverts sur notre circonscription. Dans le même temps, des plans de prévention à la radicalisation ont été établis dans les villes de Carpentras et Monteux. Je me suis toujours employé à rencontrer l'ensemble des protagonistes en Vaucluse. Grâce à ma collaboration avec l'exécutif, et vu les excellents résultats des services de Carpentras, j'ai pu obtenir la garantie du maintien du Tribunal de Carpentras par le Premier Ministre Edouard Philippe », explique Adrien Morenas.

Rhéso pour les publics fragilisés

Il participe à l'inauguration de l'établissement 'Le Mosaïque' de l'association Rhéso, un nouveau lieu de

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

vie au sein de Carpentras. « Un dossier que j'ai souhaité personnellement soutenir et accompagner. Bien plus qu'un simple hébergement, l'association intervient en faveur de l'insertion professionnelle, prodigue des soins, fait de la prévention et lutte contre les violences faites aux femmes », détaille le député. Rhéso accompagne aujourd'hui 400 personnes victimes de violences conjugales, dont 7 hommes. Et d'ajouter : « J'ai souhaité que l'association puisse être accueillie au sein de locaux accessibles, neufs et habilités à recevoir un public fragilisé. »

'France relance' en Vaucluse

Son livret édité en septembre proposait quelques chiffres clés de 'France relance'. Ce sont ainsi 3,53M€ mobilisés en Vaucluse pour 26 projets de rénovation des bâtiments de l'État. 37 projets ont bénéficié de près de 7,2M€ de dotation à l'investissement public local (DSIL exceptionnelle relance 2020) sur 3 thématiques prioritaires : transition écologique (4 531 068€), résilience sanitaire (1 694 002€), préservation du patrimoine public historique et culturel (973 533€).

'France relance', ce sont donc 13,8M€ de soutien à l'investissement public local en 2021. Au 1er juillet 2021, 2532 particuliers se sont saisis de MaPrimeRénov' pour réaliser 24,5M€ de travaux pour réduire l'empreinte carbone de leur logement, dont 7,5 millions d'euros d'aides de l'État. En avril 2021, 362 entreprises vauclusiennes avaient reçu un chèque numérique de 500€ et 179 avaient bénéficié d'un diagnostic numérique et d'un plan d'action individualisé.

A tous ses détracteurs vent debout contre le Projet de loi de finances 2022, il rétorquera : « l'investissement n'est jamais une folie dépensière lorsqu'il permet de sécuriser l'avenir ».

Adrien Morenas ambitionne une « Silicon valley de l'agroécologie » en Vaucluse

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026



Diplômé de l'école d'ostéopathie d'Avignon en juillet dernier, Adrien Morenas nous accueillait la veille de l'inauguration de sa permanence à Carpentras. Le député LREM de la 3e circonscription, 39 ans, revient pour l'Echo du mardi sur des sujets aussi majeurs que décisifs pour l'avenir du Vaucluse : pauvreté, attractivité, santé, foncier… L'occasion également d'évoquer les prochains colloques du parti LREM organisés ce week-end au parc des expositions d'Avignon.

150 âmes étaient réunies, 5 rue Bidault à Carpentras, pour l'inauguration de la permanence d'Adrien Morenas sur son 31. De nombreux élus et amis de longue date ont répondu présent, dont Serge Andrieu maire de Carpentras, Jacqueline Bouyac, vice-présidente de la Région sud, Souad Zitouni, députée de la 1e circonscription ou le conseiller départemental Max Raspail. Quelques chefs d'entreprises ont agrémenté l'auditoire, rejoints par le directeur de l'hôpital de Carpentras ou la confrérie de la Fraise.

La veille, le marcheur carpentrassien, jean, polo et verbe incisif nous ouvrait ses portes. Fort de

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

l'investissement quotidien de son équipe parlementaire fraîchement formée, Marie Zwally et Vincent Berthelot en Vaucluse, Maurice Houzard à Paris, le député honore un agenda réglé comme du papier à musique. Jonglage habile entre visites d'entreprise, inaugurations, commémorations ou questions/réponses en permanence. Une hyperactivité qu'il entend mettre au service de ses administrés avec pour seul moteur : faire rayonner un département « pépite » dont le potentiel n'a rien à envier à ses voisins.

5e département le plus pauvre de France

Triste record pour le département. Les vauclusiens pensaient qu'il occupait la 9 ou 10e position dans le top de la misère, voilà qu'une étude de l'Insee enfonce le clou. Le Vaucluse brille en 5e position devant le Gard. Le député, lui, évoque une 6e position selon les chiffres de l'Observatoire des inégalités. Inutile d'engager une bataille des chiffres, le problème de fond ne bouge pas d'un iota. « Ce qui est tragique, c'est que nous sommes passés du top 10 des plus riches au top 10 des plus pauvres. 30 années ont suffi à nous mettre dans cette situation », tranche le parlementaire.

Andrien Morenas aime à le rappeler, l'agriculture a très bien gagné sa vie durant les 30 glorieuses. « Tout le département a surfé sur ce statut de 'premier verger' de France. Mais les nouveaux défis n'ont pas été anticipés. » Très vite, l'homme évoque une myriade de facteurs handicapants, « il y a plus de résidences secondaires que principales, l'épicier est ouvert seulement quelques mois de l'année et une économie saisonnière s'est mise en place. » Le prix de l'immobilier, la classe moyenne qui tend à disparaître, le manque d'emplois à destination des vauclusiens en raison du manque de formation, autant d'éléments qui concourent selon lui à accentuer la paupérisation.

Parmi les projets qui appellent à une certaine hostilité chez l'interrogé : le tramway d'Avignon. « C'est un coût important pour un tramway qui dessert la gare centre mais pas la gare TGV, ni la zone étudiante ou les jeunes se retrouvent assignés à résidence. » Quid du bus? « Je doute fortement que les bus ramènent à 23h à Agroparc par exemple. » Avec un budget de cet acabit, l'élu aurait plutôt abondé un projet de raccordement des faubourgs isolés.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026



Le député en discussion avec Bérangère Abba, Secrétaire d'Etat à la Biodiversité, suite à l'assemblée générale de la Fédération nationale de la pêche en France (FNPF). Crédit photo: Adrien Morenas.

« Je ne vois pas de projet fédérateur en Vaucluse »

Le Plan pluriannuel d'investissement (PPI) dévoilé par le Conseil départemental de Vaucluse révèle selon le député une absence de cap pour l'avenir. « Je ne vois pas de grandes orientations, pas de projet fédérateur en Vaucluse. Le volet social n'y figure même pas. Dommage de cantonner le département à la simple commune d'Avignon et du secteur Luberon. » Le suppléant de Brune Poirson aux législatives de 2017 regrette une « continuité », doublée d'une « absence de visibilité » dans la feuille de route du Département.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

Les entreprises prometteuses ? Elles sont pourtant là et peuplent la circonscription. L'homme évoque tour à tour des fleurons tels que Louis Martin, Charle et Alice, Juste bio, Batteries prod, ou Lumi'in, pour ne citer qu'eux. Là où le bât blesse, la difficulté de recrutement. Un problème à prendre à bras le corps par les élus qui « doivent régler cela ». En matière de compétence, un numéro d'équilibriste s'engage, « si l'on assiste à l'intervention de l'Etat dans les politiques locales, il est très vite taxé d'intrusif, si l'Etat n'intervient pas, c'est également problématique. »

Selon Adrien Morenas, l'intelligence collective doit primer. Les solutions sont à trouver conjointement avec les élus locaux, les chefs d'entreprise, les présidents d'association, de fédérations professionnelles… Et même si les prérogatives ont été perdues après le départ de Brune Poirson du Gouvernement en 2020, le député tient à le rappeler, « les titres sont très honorifiques. Cela ne change rien pour le travail que je fais au quotidien. »



L'inauguration de la permanence avait lieu le 9 septembre, aux côtés de Marie Zwally et Vincent Bethelot. Crédit photo: Adrien Morenas.

Au chapitre rénovation des collèges dans le département, l'avis est mitigé. « Prenons l'exemple du collège Charle Doche à Pernes-les-Fontaines. Je n'ai pas l'impression que cela bouge énormément. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

Idem pour la demande de déviation de Mazan, dont le dénouement n'est pas connu. « J'ai une carrière qui a son unité de traitement à Carpentras et qui envoie quotidiennement 40 camions qui traversent Mazan. »

Loi SRU : le député prône « l'intercommunalisation »

La loi SRU (Solidarité et renouvellement urbain) doit s'opérer sur un bassin de vie selon le député. « Aujourd'hui, on est obligé de contraindre les communes, les logements sociaux ont été relégués, ses habitants mis dans un coin et on n'a rien fait pendant trop longtemps. » De l'aveu du député, payer une amende pour éviter la construction de logements sociaux est une disposition adoptée par certains maires pour « éviter de perdre de l'électorat ». Et d'interroger : « est-il normal qu'un bailleur social préfère payer des jours d'amende plutôt que de faire des travaux ? Si un juge impose des travaux, le bailleur social doit s'exécuter. »

Plus surprenant, « il ne manque pas de logement social, 50% des logements ne sont pas habités et j'ai un habitant sur deux qui ne veut pas déménager ici. J'ai de la place, le problème porte sur les conditions de vie. Je peux investir autant de millions, cela n'aura pas de grande utilité si le monde associatif n'est pas de retour par exemple. » Très vite, le député met sur la table les 4,5M€ perçus par la ville de Carpentras dans le cadre du dispositif d'Etat Cœur de ville, ou les fonds injectés lors de l'ouverture de Vallis Habitat. « Le panier de la mariée était assez joli alors qu'on était déficitaire. Si l'Etat ne s'en charge pas, l'établissement de logement aurait été en cessation de paiement. »

Sécurité, une affaire d'héritage politique

Place au sujet, ô combien épineux, de la sécurité. Le député nous renvoi fissa à l'historique. « On redonne des moyens qui ont été enlevés il y a 15 ans. On remet 10.000 policiers et gendarmes que les gouvernements successifs ont supprimés. C'est gentil d'entendre des leçons de morale, mais ce n'est pas moi qui ai signé la trajectoire des politiques de droite ou de gauche. Impossible de rendre le département attractif si c'est pour parler de fusillades toutes les semaines. L'Etat a sa part, les collectivités locales aussi. Comment réinvestir les quartiers ? Faut-il les détruire, inclure de la mixité, ce sont des questions qui se posent. C'est au Département d'y apporter la réponse et pas l'Etat. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026



Venue du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin suite aux fusillades répétées à Cavaillon. Crédit photo: Adrien Morenas.

Créer une « Silicon valley de l'agroécologie »

Parlons-en, du « verger de France ». Suite au gel d'avril, les agriculteurs vauclusiens bénéficieront du fonds d'urgence : 5000 euros par exploitation impactée et 1000 euros supplémentaires injectés par le département. Le député regarde la situation à travers le prisme du foncier. « Si un agriculteur veut s'installer ici, il est bien obligé d'acheter et de louer des hangars. Sauf qu'aucune banque ne prête 600.000 euros à un jeune agriculteur. Résultat, il partira en Ardèche pour acheter maison et terrain. »

Le potentiel ne manque pas, « on pourrait devenir pionnier en matière de transition écologique et de technologie. Si je devais soumettre des grandes orientations, je proposerais d'ouvrir une technopole axée sur l'agroécologie (ndlr: ensemble de méthodes de productions agricoles respectueuses de l'environnement). Un genre de Silicon valley de l'agroécologie qui fonctionnerait, j'en suis persuadé. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

L'artificialisation des terres ? L'ostéopathe est partisan du mantra : éviter, réduire, compenser. « Eviter une mesure préjudiciable pour l'environnement. Si je ne peux pas, réduire son impact de manière significative. Si je ne peux pas, trouver des moyens de compensation. On est obligé d'artificialiser, c'est la manière dont on le fait qui importe. Je ne suis pas obligé de construire sur dalles, je peux le faire sur pilotis. Cela se fait déjà sur les constructions de bois, beaucoup de fabricants le proposent au regard de l'impact environnemental. »

Gestion équilibrée de l'eau

Le député a notamment siégé en tant que vice-président de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire. « J'ai eu la chance d'être rapporteur sur une mission d'information portant sur les ressources en eau. C'est un sujet qui me tient à cœur, notamment dans notre département. Avec la région et le département, mon travail est d'anticiper pour éviter que l'on soit en tension. » Le député collabore notamment avec l'agence Hauts de Provence Rhodanienne (HPR) sur des sujets tels que l'extension du canal de Carpentras. « Il faut que l'on puisse apporter l'eau dans ce territoire-là, pour les pompiers et pour les agriculteurs, dans le cadre d'un usage partagé et équilibré. » Objectif ? Concevoir et planifier les futures orientations jusqu'en 2050 afin d'anticiper les besoins d'eau sur notre territoire.

« Redonner à cette pépite le luxe qu'elle avait »

L'homme est soudainement piqué de nostalgie. « Quand je me suis engagé en politique, on ne cessait de dire que l'on avait une pépite qui végétait depuis 30 ans et qu'il fallait lui redonner le luxe qu'elle avait. On a accompagné des entreprises qui se sont réinstallées chez nous. Dernièrement, une personne a trouvé un local à 3km d'ici. La CFE (ndlr: Cotisation foncière des entreprises) dont elle s'acquittera sera profitable à la Cove. » En matière de potentiel, le département est un joyau brut. « Très peu de villes se situent à 2h40 de Paris, proches de l'A7 et l'A9 qui vous emmène en Italie. »

Alors le député écoute, analyse et tente d'apporter des réponses. Ou du moins de poser les bonnes questions. Tel est le cas pour celle-ci, écrite au ministre de l'Economie, lorsqu'au cœur de sa circonscription, le directeur d'un centre commercial lui fait part de ses inquiétudes. 300 collaborateurs soucieux et un chiffre d'affaires en forte baisse qui justifieront une demande d'adaptation du dispositif du passe sanitaire. « La réponse peut être communiquée dans un délai de 3 mois » nous explique le député. La patience est d'or.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026



Maison de la pêche de Velleron à l'occasion du World Cleanup Day.

Conjuguer authenticité et modernité

Si le festival d'Avignon fait le bonheur de millions de festivaliers chaque année, le mont Ventoux est vu lui par « des milliards de personnes à l'occasion du Tour de France. » Un site plébiscité selon le député par beaucoup de touristes privilégiant la nature plutôt que le volet culturel. « Mon travail est de préserver cette authenticité, en y mettant un peu de modernité. » Et de citer une école de conception de jeux vidéo de Carpentras, avec laquelle il souhaiterait collaborer pour voir naître sur écran des mini-séries et autres contenus ludiques sur ce site totémique. Le nouveau bureau qui a décidé dernièrement de la réélection de Jacqueline Bouyac à la présidence peut compter sur le député « à tout moment » pour accompagner de la meilleure façon et apporter un soutien logistique.

« Les écogardes m'ont fait part de leur volonté de pérenniser certains postes par exemple. Pour cela, il faut des fonds de la part de la Région et de l'Etat. » Toutefois, le partisan LREM déplore une capacité d'accueil qui montre ses limites. « J'ai deux parc d'attraction dans ma circonscription, et je n'ai pas d'hôtel à côté. » Un élément d'autant plus important que les touristes nationaux et locaux se déplacent dans les parcs durant plusieurs jours pour découvrir cette nature préservée.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026



A la rencontre des écogardes du Mont-Ventoux à l'Ermitage de Saint-Gens sur la commune du Beaucet

Pass sanitaire en terrasse

Des échanges avec Patrice Mounier, président de l'Umih 84 ? Il y en a eu au sein de la permanence. Notamment au sujet du pass sanitaire en terrasse qui a fini de cristalliser les rancœurs au sein de la profession. « Le pass est un mal pour un bien, qui a permis de passer l'été sans tomber dans une situation catastrophique. Les bretons avaient fermé, le couvre-feu était instauré en Corse et en Espagne. Nous n'avons pas eu tout ça », démontre le député. Et d'énumérer les parachutes déployés par l'Etat : prise en charge du chômage partiel, fonds de solidarité compensant la perte de chiffre d'affaires, aide aux paiement des cotisations, PGE, etc. Quid des charges fixes ? « Un dispositif de prise en charge a été instauré pour les personnes éligibles. Notez que beaucoup de restaurateurs sont propriétaires des

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

murs », souligne-t-il.

« Une restauratrice que je connais a fait une excellente saison. Les touristes étaient obligés de présenter le pass pour voyager. Beaucoup de restaurateurs ont utilisé ce qui était donné pour investir dans leurs locaux et c'est très bien. Mais ce qu'on demande en contrepartie, c'est de contrôler. » Pour le député, les dégâts financiers auraient été bien pires si la 4e vague avait touché de plein fouet une population non vaccinée. « C'est la fermeture de l'établissement assurée. Je ne pense pas que l'Etat aurait la capacité de combler comme il l'a fait pendant un an si le scénario était amené à se reproduire », s'interroge l'élu qui constate une montée en épingle des mécontents.



Puis échange avec M. Patrice Mounier, Président de l'UMIH84 sur le pass sanitaire et son application au sein des restaurants et terrasses.

« Si j'ai fait 5 ans d'étude, ce n'est pas pour faire de l'ésotérisme »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

Quid de l'obligation vaccinale pour le personnel soignant ? « Si j'ai fait 5 ans d'étude, ce n'est pas pour faire de l'ésotérisme. On m'a appris les bienfaits des instructions médicales, les infirmiers ont eu la même formation que moi. Quand on travaille en service de réanimation et qu'on constate que 90% des personnes n'ont pas été vaccinées, la saturation l'emporte. Aussi bien physiquement que mentalement. La vaccination est un moindre mal qui me parait logique. C'est un devoir en tant que soignant. Si demain, quelqu'un de mon entourage décède parce qu'un personnel du corps médical, quel qu'il soit, n'a pas eu l'intelligence de se faire vacciner, je le prendrais très mal. » Même son de cloche concernant les tests bientôt payants dans l'hexagone. « Les 100 millions d'euros que je donne de test PCR, c'est de l'argent que je ne peux pas investir dans les hôpitaux. Je suis plus occupé par les lits de réanimation que les tests de confort de certains. »

Commission fraude sociale

Les commissions d'enquête dans lesquelles le parlementaire a été membre ou rapporteur, ou bien les missions d'information ? Il y en a pléthore. Lutte contre les groupuscules d'extrême droite, sûreté des installations nucléaires, développement durable, analyse des freins à la transition, évolution des formes de racisme, conflit d'usage en situation de pénurie d'eau ou mission d'information sur les agrocarburants. Celle qui éveille notre curiosité : la commission d'enquête relative à la lutte contre les fraudes aux prestations sociales. « On s'est rendu compte que certains centenaires décédés ont continué à percevoir des aides par exemple. L'arnaque à la carte vitale est un secret de polichinelle. Si je prends du budget pour donner à quelqu'un, je l'enlève à l'autre. »

L'arnaque sociale fait-elle réellement vaciller notre système démocratique solidaire ? Les maux ne sont-ils pas nichés ailleurs, au sein-même des paradis fiscaux par exemple ? « Bien évidemment, l'évasion fiscale existe. Il n'empêche que le gouvernement a pris une décision d'ampleur concernant la taxation des Gafam. En matière de fiscalité, sous l'air Trump, ce n'était pas facile de taper sur les américains. Souvenez-vous, en guise de réponse, nous avons eu un petit problème avec les viticulteurs… Cela demande de la pugnacité et Bruno Le Maire a su en faire preuve. La France a retrouvé une certaine image sur la scène internationale. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026



Chaque année, le député parraine un jeune via la mission locale

Engagement en Afhganistan

Comment dessiner le portrait du député sans évoquer la Défense. L'engagement militaire nourrit l'histoire de celui qui a servi pendant plus de huit ans dans la Marine nationale, de 2001 à 2006. « C'est quelque chose qui marque », confie-t-il. Le député se trouvait sur le porte-avions Charles de Gaulle, dans le cadre de missions de contre-terrorisme et de maintien de la paix. Début septembre, il participait à la commémoration de la disparition du Commandant Massoud à Genève. « Le même jour, les talibans détruisaient la tombe d'Ahmad Shah Massoud, en s'attaquant au symbole de résistance. » Une actualité brûlante qui ne peut laisser muet celui qui connait les complexités du terrain et pour qui 3 piliers sont nécessaires pour stabiliser un peuple et éviter ainsi un flux migratoire : éducation, nutrition et santé.

Le député tient à le préciser, la France n'a pas de responsabilité à avoir en matière d'accueil des réfugiés, le pays a « toujours fait son travail ». La présence militaire française était largement réduite, on

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

parlera plus de « protectorat américain ». Toutefois, l'accueil des peuples fait « partie du fondement de notre république. Car en effet nous ne pouvons, ni ne devons détourner les yeux face au retour en force de l'Émirat islamique d'Afghanistan : un régime qui n'a rien à envier à Daesh, un régime d'une barbarie inouïe, un régime obscurantiste, un régime dont nous ne pouvons tolérer les exactions. Il en va de l'honneur de la France. Il en va du respect de nos valeurs humanistes universelles », conclue le parlementaire.

« Nous sommes prêts pour la bataille présidentielle »

Comment va LREM ? « Elle va bien. Des élus apolitiques soutiennent la majorité présidentielle. La diversité du parti fait sa différence, aussi bien au niveau ethnique que s'agissant des courants de pensée. Nous n'avons pas construit un parti en fonction d'un dogme politique. On nous reproche bien souvent de ne pas avoir de doctrine. La droite gaulliste, la gauche de Jean Jaurès. On prouve que l'on peut avoir un peu des deux. » Le mépris de l'opposition ? « On l'entend souvent, mais c'est plutôt l'opposition qui prend la parole en premier à l'Assemblée. Sur 2h de questions écrites, ma majorité en a plus que 5 contre 8 auparavant. C'est justement pour laisser de la place à tous. C'est le jeu législatif. »

Preuve de la « vitalité » de la famille LREM en Vaucluse, les prochains colloques auront lieu les 2 et 3 octobre au parc des expositions d'Avignon, sous la houlette de Michèle Malivel, patronne de LREM Vaucluse. « Nous avons un réel désir de militantisme. Nous sommes prêts pour la bataille présidentielle si le président repart. Deux grosses échéances nous attendent. » Le député briguera-t-il un nouveau mandat aux prochaines législatives ? « Si on me le demande… » répond-t-il, le sourire énigmatique aux lèvres.

La députée Souad Zitouni se mobilise en faveur de la santé à l'Université d'Avignon

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026



L'Université d'Avignon dispense 69 formations et accueille environ 7 500 élèves sur ces deux campus. Pour soutenir cette institution et pallier l'absence de SSU (Système de santé universitaire), la députée de la 1ère circonscription a récemment contacté le recteur de l'Académie d'Aix-Marseille.

« L'Université d'Avignon était jusqu'à récemment en étroite liaison avec l'Université d'Aix-Marseille avec un système de santé étudiant mutualisé. Or, cette dernière a maintenant son propre système de médecine préventive indépendant, sans que l'Université d'Avignon ait eu le temps de s'adapter, expose la députée. La situation médicale de nos étudiants vauclusiens est donc critique, au risque que de nombreux étudiants ne puissent bénéficier d'un accompagnement adapté pour la rentrée de septembre prochain. L'objectif de l'Université aujourd'hui est de pallier au besoin grandissant des étudiants en cette crise sanitaire, tout en répondant à des problématiques connues de toutes les universités que nous ne pouvons négliger, s'agissant notamment des élèves en situation de handicap. »

La députée a contacté le recteur de l'académie en avril dernier. Dans l'attente de la mise en place de ce SSU, ce dernier a assuré le développement de consultations médicales gratuites en ligne, avec plus de 40 spécialistes disponibles 7j/7, de 6h à minuit. « Des solutions pratiques que je salue mais qui ne règle pas le problème au niveau structurel. Car oui, l'enjeu est fondamental : il nous faut donner à l'Université les moyens d'assurer un suivi efficace et cohérent, par le recrutement de deux médecins, deux infirmiers, deux secrétaires médicales et d'un psychologue, pour qu'elle puisse s'appuyer, en temps de crise sur un service de santé hautement compétent et adapté aux besoins de toutes et tous. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

(Vidéo) Il y a un an, Jean-François Césarini, nous quittait. Hommage ce lundi 29 mars 2021



Ce lundi 29 mars les amis de la sphère politique de Jean-François Césarini lui rendront hommage pour le 1er anniversaire de sa mort, au cimetière de Saint-Véran à Avignon, devant le caveau familial.

Jean-Francois Césarini nous a quittés, il y a un an, à 49 ans, victime d'une longue maladie. Le député La République en marche avait créé, en 2010, une section de Terra Nova en Vaucluse. C'est sur la liste de sa prédécesseur à la députation Michèle Fournier-Armand, qu'il s'est présenté aux élections municipales de 2008 à Avignon, sous la bannière du PS. Devenu référent d'En marche pour le Vaucluse, il est élu le 18 juin 2017 député de la première circonscription de Vaucluse face à Anne-Sophie Rigault, candidate du Front National (avec un score de 58,09 %). Il est membre du « Collectif social-démocrate », groupe d'une vingtaine de députés de l'aile gauche du groupe LREM, constitué en juin 2019. Il a contribué à la French Tech Culture, en devenant en 2015 l'un des cofondateurs (avec Pascal Keiser, Paul Rondin, Paul-Roger Gontard et Olivier Py) de l'incubateur de start up The Bridge. Durant le Festival Off d'Avignon de 2018, il se produit presque tous les soirs dans une pièce de théâtre, 'Demain vite !', mise en scène par Marie Pagès, dont l'action se situe en 1914. Il y interprète le rôle d'un professeur qui donne une conférence sur

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 5 novembre 2026

les mérites du siècle à venir. Il a également joué dans un clip de rap et a été la seconde voix dans un duo avec Coralie Pressard sur le titre 'À t'attendre'. Jean-François Cesarini apprenait, entre les deux tours des élections législatives de 2017, qu'il était atteint d'un cancer. Il décèdera dimanche 29 mars 2020, à l'âge de 49 ans.

Hommage

Ce lundi 29 mars, dans la matinée, Le préfet de Vaucluse Bertrand Gaume, Lucien Stanzione, Jean-Baptiste Blanc, Souad Zitouni, Paul-Roger Gontard, Michel Bissière, un représentant de la French Tech et des personnalités du monde de la politique se recueilleront devant la sépulture de Jean-François Césarini. « Nous rendrons hommage à Jean-François Césarini en petit comité car nous n'avions pas pu le faire il y a un an, alors que nous étions en confinement, précise Souad Zitouni députée de Vaucluse, sa famille et ses amis espèrent lui renouveler leur amitié cet été, lors du festival d'Avignon, parce que était aussi artiste, si la crise sanitaire de la Covid-19 le permet. »